

Handicap France : le système est au bord de l'implosion

Des millions de français sont tous les ans touchés dans leur chair à cette période de l'année : les parents d'enfants à besoin spécifiques.

En effet, tous les ans à cette période ce sont près de 10% des enfants en âge d'être scolarisés qui relèvent d'un handicap au sens de l'éducation nationale et du ministère de la santé, dont les parents vont commencer un véritable chemin de croix.

Les parents dont les enfants ont besoin d'aménagements spécifiques en raison de leur handicap, d'une aide humaine (AVS), d'une aide financière pour payer des soins indispensables non pris en charge par la sécurité sociale ou d'un ordinateur et des logiciels adaptés, doivent remplir un dossier MDPH.

Ce dossier, particulièrement ardu d'une dizaine de pages doit être complété par une multitude de documents : les bilans médicaux, les documents scolaires, les attestations, les jugements, les frais médicaux, les frais de garde.... C'est ainsi que certains dossiers font presque 200 pages.

Une fois cette démarche accomplie, les MDPH (Maisons Départementales des Personnes Handicapées) ont un délai théorique de 4 mois pour proposer un plan de compensation du handicap pour chaque enfant.

Oui mais voilà, le système est au bord de l'implosion, les MDPH sont totalement débordées par le nombre de dossiers à gérer et les personnels des MDPH sont en souffrance tout comme les familles qui y ont recours.

Les mouvements sociaux se multiplient au sein des MDPH, tout comme le ras le bol de personnels attachés à protéger les plus faibles qui se retrouvent obligés de faire de l'abattage et finalement ne protègent plus grand-chose.

Le manque de personnel ou l'absence de personnels formés sur certains types de handicaps et notamment les handicaps d'origines neurologiques que sont le TSA (trouble du spectre autistique) le TDAH (Trouble Déficit de l'Attention avec ou sans Hyperactivité) ou les troubles DYS (dyslexie, dysorthographe, dysphasie, dyspraxie, dyscalculie) entraînent des retards de traitements innombrables, des pertes de dossiers (volontaires parfois pour gagner du temps) et des téléphones qui sonnent dans le vide parfois pendant des semaines.

Les CDAPH (Commissions des droits et de l'autonomie des personnes handicapées) sensées prendre toutes les décisions concernant les aides et les prestations à la lumière de l'évaluation menée par l'équipe pluridisciplinaire mise en place au sein des MDPH ne se réunissent pas toujours par manque de temps et ce sont les gestionnaires de dossiers qui seuls prennent les décisions à la lumière des éléments dont ils disposent ce qui entraîne des notifications de prises en

charge totalement aléatoires d'un dossier à l'autre ou d'un département à l'autre. Les parents qui sont en principe au cœur des dispositifs mis en place par la loi du 11 février 2005 concernant le plan de compensation du handicap proposé pour leur enfant ne sont finalement que très rarement informés des procédures et leurs choix très peu respectés.

Les procédures judiciaires des parents devant les TCI (Tribunal du contentieux de l'incapacité) ou devant la CNITAAT (Cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail) se multiplient face à des orientations parfois totalement dénuées de tout fondement et contre l'avis des parents et des équipes de soignants.

C'est notamment le cas des notifications vers des IME ou des ITEP pour les enfants dont les troubles sont d'origines neurologiques.

Ces orientations continuent à se pratiquer en grand nombre malgré le fait que la Haute Autorité de Santé (HAS) le déconseille dans ses recommandations et que la France soit condamnée très régulièrement en raison du fait qu'elle s'acharne à exclure ou à parquer dans des structures inadaptées des enfants qui n'ont rien à y faire et qui forcément y régressent.

Il faut que cela cesse. C'est évidemment la première initiative à prendre pour prévenir les causes de mauvais traitements dans ces institutions comme le recommandait le comité des droits de l'enfant de l'ONU le 4 février dernier.

Oui mais voilà, les IME et les ITEP sont financés, alors que les AVS et les AVSI (Auxiliaire de vie Scolaire) indispensables pour certains enfants mais dont le travail est également bénéfique pour l'ensemble des enfants des classes dans lesquelles ils sont présent, ne le sont pas.

Encore une fois, il est plus que temps que notre pays mette un terme à un système d'exclusion généralisé qui s'auto génère et s'autofinance avec l'argent de la sécurité sociale. (Ecole, médico-social, Aide Social à l'Enfance)

Des milliards d'euros de soins inadaptés sont dépensés chaque année par la sécurité sociale pour faire fonctionner ces structures inadaptées ; les moyens financiers sont donc là.

En outre les enfants qui passent dans ces structures sont moins de 3% à faire des études supérieures, on les prédispose à la précarité et au chômage, voir pour certain à une dépendance et une prise en charge à vie.

Pour faire des économies de bout de chandelle on maintient des enfants en situation de handicap et dans le futur, ils resteront à la charge de la société pour un coût de plusieurs millions d'euros.

Pourtant ces futures adultes, s'ils avaient la possibilité de suivre un cursus scolaire normal pourraient dans leur grande majorité être totalement autonomes et indépendants économiquement.

Il est urgent d'agir, l'accueil des enfants présentant un handicap à l'école ne doit plus être abordé par l'état français comme un service que l'on rendrait aux parents en accueillant leurs enfants mais réellement comme un droit de l'enfant à être scolarisé afin qu'il trouve plus tard toute sa place dans notre société.

Charles Millon

Ancien ministre de la défense

[Président de l'Avant-Garde](#)

Revue politique Charles numéro 17 du 5 avril 2016

Propos recueillis par Arnaud Viviant

Portraits Nadège Abadie

[Revue politique Charles numéro 17](#)

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Interview d'un Charles

Tu parles...

Charles MILLON

Charles Millon est ordolibéral, personnaliste, mutualiste, fédéraliste et chrétien. Il se réfère aussi bien à Péguy qu'à Proudhon. En 1998, l'ancien ministre de la Défense provoque un schisme en se faisant élire à la présidence du conseil régional de Rhône-Alpes avec le soutien du Front national. Il va alors éprouver la violence en politique, comme il le raconte sans fard dans cet entretien Charles.

C'est amusant, vous avez été ministre de la Défense alors que vous avez été exempté du service militaire.

En effet. Mais je ne suis pas sûr d'être le seul ministre de la Défense dans ce cas. J'ai été exempté car je fais partie d'une classe d'âge, 1945, où il y avait trop d'appelés à cause du boom de natalité. Je voulais faire la coopération, mais on a pris le prétexte d'une infection bénigne pour m'écarter.

Comment êtes-vous devenu ministre de la Défense. Etiez-vous spécialiste

de ces questions ?

Vous savez, un homme politique n'est pas un spécialiste. Il a une vision du monde, une vision de la France. J'ai été élu pour la première fois en 1978. Le dossier de la défense fait partie de ceux que tout parlementaire travaille de façon particulière. Quand Jacques Chirac m'a proposé le ministère de la Défense, qu'il voulait que je prenne compte tenu des réformes qu'il désirait engager et de la confiance qu'il plaçait en moi, ce qui me flattait bien sûr, j'ai accepté. Ce ministère était à un tournant, puisqu'il s'agissait de mettre en place la suspension du service national et l'armée professionnelle. Il y avait besoin en outre d'engager la restructuration territoriale, si bien qu'il m'a fallu discuter de la fermeture de casernes avec un certain nombre de maires. Ce fut aussi le moment de la guerre en Bosnie, avec l'implication de la Force de Réaction Rapide de la France. Mais aussi les derniers essais nucléaires qui ont abouti à la construction du simulateur qui se trouve à côté de Bordeaux et qui permet à la France de garder son indépendance en matière de défense. Bref, un certain nombre de dossiers extrêmement intéressants pour un homme politique, et qui font que j'ai vécu là un moment extraordinaire de ma vie.

Comment s'est passée cette fin du service militaire ? Comme une lettre à la poste ?

Il faut savoir qu'à l'époque, sur une classe d'appelés, 15% étaient exemptés parce qu'ils ne maîtrisaient pas le français, n'étaient pas intégrés et se trouvaient tout en bas de l'échelle sociale. Puis vous aviez 15% de planqués, pour dire les choses comme elles étaient.

Les 70% restants avaient ce qu'on appelait une affectation rapprochée. Vous aviez donc une armée qui n'arrivait pas à être professionnelle puisque ses crédits étaient affectés à la gestion de ces appelés, lesquels ne vivaient pas la vie militaire comme dans d'autres périodes de l'histoire de France. Beaucoup d'officiers, de militaires de carrière souhaitaient une vraie réforme. Auraient-ils aimé qu'on maintienne un service militaire minimal ? Certains oui. Mais il n'y a pas eu un très long débat. Personnellement, quand j'ai pris mes fonctions comme ministre, j'étais favorable au maintien de la conscription. C'est après avoir étudié le dossier avec un certain nombre d'officiers et de spécialistes qu'on a décidé de suspendre le service militaire. Car je vous rappelle qu'il n'est pas abrogé, mais seulement suspendu. On se rend compte aujourd'hui que notre choix était judicieux, car on s'aperçoit que l'armée française ne pourrait pas effectuer des interventions telles qu'au Mali, en Centrafrique ou au Tchad aujourd'hui si elle supportait encore le poids des appelés.

Ce n'est pas très noble mais je me rappelle avoir voté pour Mitterrand en 1981 parce qu'il promettait de mettre fin au service militaire que je

n'avais, à dire vrai, pas le cœur de faire. En revanche, je n'ai pas souvenir que Chirac en ait, de son côté, fait une promesse de campagne.

Effectivement, il souhaitait le faire mais il n'en a pas fait un thème de campagne. En revanche, quand il m'a appelé, il m'a dit : »Il faudra que tu étudies ce dossier-là ». Comme je vous l'ai dit, je n'y étais pas favorable, mais je me suis incliné devant la réalité.

Revenons en arrière. Jeune, vous aviez créé le Cercle Charles Péguy. Qu'étais-ce ?

C'est quelque chose que nous avons créé en 1965, à Lyon, pour permettre à des jeunes s'acquérir une formation politique. On invitait des conférenciers, que ce soit des spécialistes du droit, de la politique, de la géopolitique, des intellectuels, des écrivains.

On proposait à peu près deux conférences par semaine. Cela s'adressait à des personnes qui faisaient partie de ce qu'on appelle traditionnellement la droite. C'était très large. On organisait des universités, même si on ne les appelait pas comme ça à l'époque. On étudiait des sujets comme : « Quelle économie pour la France » ou « Faut-il développer la construction européenne ? » Cela allait assez loin puisqu'à une époque où l'écologie n'était pas à la mode, je me souviens d'avoir écouté un homme qui m'a beaucoup marqué, le philosophe Gustave Thibon.

Il était venu nous expliquer qu'il fallait respecter la nature. C'est le premier écologiste que j'ai connu.

Mais pourquoi l'avoir appelé le Cercle Charles Péguy ?

C'est d'abord un écrivain extraordinaire. Mais une personne qui était aussi très attachée, au sens noble du terme, à la France. C'était un patriote, quelqu'un d'enraciné, historiquement et géographiquement. C'est un homme qui a chanté la cathédrale de Chartres, notre histoire de France à travers Jeanne d'Arc. Pour nous, il était l'auteur qui incarnait le mieux notre pays. C'est vrai qu'il a eu des tendances, et même plus que ça, des options socialistes du point de vue économique. Mais je vais vous dire : un homme comme Proudhon est aussi un des auteurs que j'affectionne. Car Proudhon est fédéraliste. Car est pour que la personne humaine retrouve sa place dans la société. Il a été classé à gauche parce qu'il était pour la coopération et la mutualité. Mais vous savez, la gauche et la droite, à travers l'histoire, elles changent, hein !

Est-ce qu'à ce moment-là, vous envisagiez déjà une carrière politique ?

Oui. Dès l'âge de 15, j'ai eu envie d'action politique, de réformer mon pays, de vivre les événements.

Vos parents faisaient de la politique ?

Mon père était un industriel. Il était certes adjoint de sa mairie, mais non, il ne faisait pas de politique.

Et c'est dans ce cercle Péguy que vous rencontrez votre femme...

Oui, en 1968. A ce moment-là, nous fondons le MADEL, le Mouvement autonome des étudiants de Lyon. Ma future femme y était, moi aussi. On était favorables à l'instauration d'universités autonomes, face au mammoth de l'Education nationale. On était donc des précurseurs...

Oui, c'est ce que Sarkozy a fait !

Je dirais plutôt : c'est ce qu'il a essayé d'entreprendre, parce que ce n'est pas fini, il reste beaucoup à faire !

Donc, on était très, très en avance. Pendant Mai 68, il y avait, d'un côté, les conservateurs qui sont allés défiler sur les Champs-Élysées et, de l'autre, ce qu'on appelait à l'époque les gauchistes, Cohn-Bendit et consorts. Mais nous, nous n'étions ni d'un côté ni de l'autre. Nous étions déjà, tout comme nous le sommes aujourd'hui, personnalistes, fédéralistes, pour une autonomie et une évolution des structures sociales telles qu'elles existaient à l'époque.

Vous n'étiez pas donc comme ceux qui allaient devenir plus tard vos amis- je pense par exemple à Alain Madelin qui, vers 68, faisait partie du groupuscule d'extrême droite Occident-, dans la bagarre ?

Jeune, j'étais favorable à l'Algérie française mais je n'étais pas dans des mouvements, comment dirais-je, de droite déclarée. J'étais au cercle Charles Péguy et au MADEL. Ensuite quand je suis entré dans la vie politique, je suis allé au CNPI, le Centre des national des indépendants et paysans, dont Antoine Pinay était l'ancêtre. Ensuite, je suis devenu républicain indépendant. En 1978, nous formons l'UDF avec les radicaux et le CDS. Je faisais partie de ce courant et j'y assumé des responsabilités, puisque j'ai été président du groupe UDF durant six ans à l'Assemblée nationale. Je faisais partie des libéraux sociaux si je puis utiliser cette expression. Historiquement, je ne fais pas partie de la tradition gaulliste.

Centriste, ça vous va ?

Non, je fais partie de la droite libérale et sociale.

Giscardien ?

Ah oui. J'étais dans ses comités de soutien en 1981, ce qui n'a pas donné le résultat attendu, mais bon. Ce fut ensuite la traversée du désert. Puis j'ai créé Le Cercle avec des RPR, Philippe Seguin et Michel Noir, et des UDF comme François Daubert. Après quoi, je me suis beaucoup engagé avec le Parti républicain. Puis

en 1989, j'ai créé les Rénovateurs, avec des RPR et des CDS. On a tout fait pour rénover le paysage politique, on eu du mal. Puis en 1995, puisque l'UDF n'était pas présente à cette à cette élection présidentielle et qu'on avait le choix entre deux RPR, j'ai choisi Jacques Chirac.

Pourquoi ?

Parce que Jacques Chirac défendait une politique de rupture et que je pensais qu'elle était ce qu'il fallait pour la France. Les réformes ne suffisaient plus. Il fallait lutter contre la fracture sociale, ce qui était le thème de la campagne de Jacques Chirac. On n'a pas réussi puisqu'il y a eu la dissolution et qu'on a perdu les élections. Mais je pense que c'était un peu prémonitoire par rapport à la situation actuelle. On se rend bien compte qu'il faut faire des réformes fondamentales dans les domaines de l'éducation, de la fiscalité, de la réforme du territoire.

Aujourd'hui, on ne peut envisager simplement de mener une politique de gestion. C'est une politique de rupture qu'il faut faire.

Quand en 1995, vous soutenez Chirac, Giscard était d'accord ?

J'étais très proche de Giscard à cette époque et j'ai fait ce choix avec lui. Et je vous rappelle que Giscard a soutenu Chirac dès le premier tour.

Quels étaient vos rapports avec Alain Juppé lorsque vous étiez ministre de la Défense et lui Premier ministre ?

Oh, j'étais très proche de Chirac parce qu'un ministre de la Défense dépend plus du président de la république que du Premier ministre.

Et aujourd'hui, vous avez de bons rapports avec Alain Juppé ?

Vous savez, je suis plutôt d'un caractère cordial. Je le revois très peu puisque nos itinéraires se sont séparés à un moment donné. Mais quand je le vois, on a les meilleurs rapports du monde ...

Souhaiteriez-vous qu'il gagne la primaire ?

Pour le moment, je regarde. Je suis observateur de la vie politique. Je pense juste qu'avant de parler de primaire et de candidature, il faudrait parler de programme.

Vous parliez de fédéralisme tout à l'heure. Pourtant, à cette époque, on était à droite, plus étatiste que fédéraliste.

Je n'ai jamais été étatiste. J'ai toujours voulu que l'état crée des conditions favorables, mais ne prenne pas toutes les décisions. On faisait partie de ce courant des ordolibéraux qui s'est exprimé après la guerre avec le miracle

allemand, à travers des gens comme Adenauer ou Schuman. Ce mouvement faisait confiance aux gens. L'État n'est pas là pour tout faire. Il est là pour faire faire.

Vous étiez très minoritaires en ce temps-là ?

Oui, très doucement nous sommes devenus de moins en moins, et je pense que maintenant, on est devenus quasiment majoritaires.

Vous êtes pour un Europe fédéraliste, donc ?

Je suis pour la vraie Europe Fédérale. Parce que très souvent on présente l'Europe fédérale comme une Europe centralisatrice alors qu'elle est l'inverse. Je suis pour une Europe qui ne prenne que des compétences essentielles. Je pense qu'une Europe à 28, ce n'est pas possible, il nous faut une Europe qu'avec quelques pays. En ce cas, il faudrait que l'Europe dispose des compétences essentielles, et laisse aux nations, aux régions, aux communes, la plupart des compétences.

Tout ce qui peut être fait au plus proche de la personne doit l'être. Le principe qui est à la base de même de toute vie politique, c'est celui de la subsidiarité.

Autrement dit : tout ce qui peut être fait dans la commune doit rester au niveau de la commune. Tout ce qui peut être fait dans la région doit rester à l'échelle de la région. Et tout ce qui peut être fait dans la nation doit rester de la compétence de la nation. Au niveau européen, on ne peut pas centraliser comme on le fait malheureusement aujourd'hui. Ceci crée ce problème entre l'Europe et les nations.

On en arrive aux élections régionales de 1998 où vous faites alliance avec le Front national.

Je n'ai jamais fait alliance avec le FN. Il y a un parti qui s'appelle le Front national, qui est reconnu par la République puisqu'il peut présenter des candidats. Ceux-ci siègent dans une assemblée et décident de vous soutenir. Selon une jurisprudence inventée par la gauche, on n'aurait pas le droit d'accepter leurs voix. Mais qu'est ce ça veut dire ?!

Mais en 1992, vous disiez le contraire.

Non. J'ai dit que je n'étais pas favorable à une alliance avec le Front national. Mais encore une fois en 1998, je ne fais pas alliance. J'accepte le soutien de conseillers régionaux qui ont été élus en toute régularité. Si je n'ai pas voulu céder, c'est que je considérais qu'il s'agissait d'une atteinte à la démocratie. Ma position est la suivante : soit on considère que le Front nationale est un parti anormal et dans ce cas il faut l'interdire. Soit on considère qu'il est normal et,

dans ce cas je vois pas, toujours pas pourquoi il n'aurait pas le droit de faire des alliances ici ou là. Il faudra me l'expliquer.

Est-ce que cette histoire vous a blessé ?

Bien sûr ! Si je disais le contraire, je ne serais pas normal. Voir des amis de toujours me tourner le dos parce qu'ils avaient peur qu'on les accuse... Ça vous fait mal. Mes enfants, on ne les saluait plus à cause de ça, et moi, on me jetait des pierres quand je sortais ! J'ai connu la violence en politique. Les gens ont oublié, mais le Maire de Briançon s'est fait casser la jambe à coup de barre de fer parce qu'il me soutenait.

Vous venez de fonder un think tank avec Charles Beigbeder. De quoi s'agit-il exactement ?

Avec la manif pour tous, on a vu des centaines de milliers de personnes s'éveiller à la politique. Un certain nombre de cercles comme les Veilleurs, rassemblant une nouvelle génération se sont créés. Certains d'entre eux ont souhaité réfléchir à la politique et même aller un peu plus loin.

C'est ce qui nous a amenés à fonder l'avant-garde, un réseau participatif où l'on travaille sur les lois qu'on aimerait voir mise en œuvre par le futur président de la République.

On va essayer de réunir assez de monde pour que le futur candidat retienne nos propositions.

Au fond, ce réseau ressemble au cercle Péguy dont nous parlions au début de notre conversation. Il s'inscrit dans sa continuité.

Le mariage homosexuel a été une blessure pour vous ?

Une blessure, non. Mais je pense que c'est une faute. Le mariage, c'est entre un homme et une femme, pour avoir des enfants. Sinon, il faut appeler ça « convention », pas mariage. Sauf si on veut fabriquer artificiellement des enfants. Mais là, c'est Prométhée ! Et l'homme devient fou.

Pour finir, que pensez-vous du pape François ?

Ah, il secoue bien ! Il pose le problème de la charité, le problème de la miséricorde.

On peut pécher mais on peut être pardonné. Tout n'est pas loi et règlement. Jean Paul II était un grand pape, mais un pape pastoral. Ensuite, Benoit XVI a remis d'équerre un certain nombre de points de doctrine, ce qu'il fallait absolument faire. Une fois son œuvre accomplie, il a démissionné pour laisser sa place à un pape charismatique. François restera dans l'histoire comme le pape de la miséricorde qui est la principale dimension de la religion chrétienne. On fait des

fautes. Il faut nous pardonner.

Handicap et protection de l'enfance : la France persiste et signe, les enfants « saignent »

Le 20 novembre 2015, le défenseur des droits avait rendu public un rapport inédit dont le titre était déjà pour le moins éloquent : « Handicap et protection de l'enfance : des droits pour des enfants invisibles ».

Le 4 février dernier, c'est le comité des droits de l'enfant de l'ONU qui a toisé la France à la suite de l'audition de celle-ci les 13 et 14 janvier 2016.

L'UNICEF avait pourtant été déjà particulièrement critique vis-à-vis de la France dans son rapport de juin 2015.

Le Conseil de l'Europe était même allé, fait rarissime, jusqu'à relever l'hypocrisie de l'état français qui, plutôt que de mettre en place les moyens nécessaires à la scolarisation en milieu ordinaire des enfants présentant un handicap en France, préférerait payer des établissements scolaires en Belgique pour le faire.

Ainsi, le comité des droits de l'enfant de l'ONU « réitère sa précédente recommandation pour que le système de collecte de données couvrant tous les domaines de la convention des droits de l'enfant » permette le suivi et l'évaluation des politiques et projets en faveur des droits de l'enfant.

Or il est bien triste de constater que jusqu'à présent **c'est l'absence de statistiques qui prévaut** concernant les enfants en âge d'être scolarisés et relevant d'un handicap au sens de l'éducation nationale et du ministère de la santé.

Ce défaut de données précises a pour conséquence de maintenir une grande ambiguïté sur les besoins de ces enfants et l'absence criante de moyens mis en place par l'état.

Le Comité des droits de l'enfant de l'ONU prie instamment la France de renforcer ses efforts pour promouvoir une culture de l'égalité, de la tolérance et du respect mutuel, pour prévenir et combattre tous les cas de discriminations contre les enfants dans tous les secteurs de la société. »

Le Comité des droits de l'enfant de l'ONU rappelle une nouvelle fois sa préoccupation concernant « les cas de mauvais traitements des enfants handicapés dans les institutions et la surveillance indépendante insuffisante de ces institutions. »

Il s'alarme plus particulièrement de la technique du « packing » concernant des enfants atteints du trouble du spectre autistique (TSA) (enveloppement et contention de l'enfant dans des draps humides et froids), ce qui s'apparente à « des mauvais traitements » et qui n'est toujours pas interdit par la loi française et se pratique toujours dans certains établissements.

Le comité des droits de l'enfant de l'ONU encore une fois « prie instamment la France d'accroître les initiatives pour prévenir et lutter contre les causes profondes des mauvais traitements des enfants dans les institutions, et notamment mettre en place des mécanismes capables de procéder à des inspections régulières et efficaces indépendamment des institutions de contrôle ».

Comme je l'écrivais le 7 décembre dernier, **il faut cesser d'exclure ou de parquer** dans des structures inadaptées (IME et ITEP) **des enfants qui n'ont rien à y faire** et qui forcément y régressent en espérant que les parents affligés, ne se plaindront pas trop fort.

C'est évidemment la première initiative à prendre pour prévenir les causes de mauvais traitements dans les institutions et notamment pour tous les enfants dont les troubles sont d'origines neurologiques (TSA (troubles du spectre autistique), TDAH (Trouble Déficit de l'Attention avec ou sans Hyperactivité), DYS (dyslexie, dysorthographe, dysphasie, dyspraxie, dyscalculie) et TED (troubles envahissants du développement)

Malheureusement, tout un pan de la médecine psychiatrique française (école psychanalytique) s'acharne à traiter des troubles neurologiques chez les enfants, comme des troubles liés à des carences éducatives, affectives ou familiales, alors que les neurosciences ont démontré qu'il n'en est rien.

Le comité s'inquiète également d'une trop grande pratique des représailles contre les enfants et les familles alors que c'est le système qui est défaillant.

Pour ma part je crois fermement qu'il faut que les recours manifestement abusifs aux procédures de « l'information préoccupante » ou du « signalement » pour faire taire les parents et les associations de défense des enfants à besoins particuliers soient sanctionnées.

Aujourd'hui ce n'est pas possible.

Enfin, il est plus que temps que notre pays mette un terme à un système d'exclusion généralisé qui s'auto génère et s'autofinance avec l'argent de la sécurité sociale. (Ecole, médico-social, Aide Social à l'Enfance)

Car la suite logique est que, le comité des droits de l'enfant de l'ONU s'alarme une nouvelle fois de la surreprésentation des enfants handicapés dans les établissements de l'ASE (Aide Social à l'enfance)

Ces pratiques d'un autre temps de la gestion du handicap et du handicap à l'école bloquent le système de la protection de l'enfance.

L'Aide Sociale à l'Enfance ne peut plus protéger les enfants qui devraient l'être, elle gère l'affluence :

« Et les dysfonctionnements sont de plus en plus fréquents ».

Nous devons briser cette spirale infernale de l'exclusion, pour y arriver, il faut que les services de l'état et les prises en charge thérapeutiques des enfants changent :

« L'accueil des enfants présentant un handicap à l'école ne doit plus être abordé par l'état français comme un service que l'on rendrait aux parents en accueillant leurs enfants mais réellement comme un droit de l'enfant à être scolarisé »

Et les enfants qui ont des troubles d'origines neurologiques doivent pouvoir être pris en charge par des soignants et des personnels accompagnants formés à leurs troubles.

Des milliards d'euros de soins inadaptés sont dépensés chaque année par la sécurité sociale.

Les moyens financiers sont donc là.

S'ils étaient employés à bon escient cela permettrait à des dizaines de milliers d'enfants d'être scolarisés en milieu ordinaire, dans de bonnes conditions et de recevoir des soins adaptés.

Charles Millon

[Président de l'Avant Garde](#)

Le handicap France : l'autre réalité de l'enfance

Il y a des sujets que la classe politique française a du mal à aborder, des sujets lourds qui électoralement parlant ne sont pas considérés comme payants.

Le handicap à l'école en est un et il fait peur.

Comme si le simple fait d'en parler pouvait le rendre contagieux.

La France pays des droits de l'homme dissimule donc sous le tapis une terrible réalité.

Près de 10% des enfants en âge d'être scolarisés relèvent d'un handicap au sens de l'éducation nationale et du ministère de la santé.

Cette notion de handicap (handicap physique, psychique, émotionnel) est extrêmement vaste.

Cela a pour conséquences de ne jamais avoir de statistiques très précises et surtout de maintenir une grande ambiguïté sur le sujet.

En effet le handicap à l'école n'est pas que physique et visible, loin s'en faut.

Il faut savoir qu'un enfant ayant un QI de 180 et présentant des troubles du comportement en raison d'une surcharge émotionnelle dépendra d'une notification MDPH, (Maison Départementale des Personnes Handicapées) au même titre qu'un enfant handicapé moteur.

Il en va de même :

-d'un enfant atteint d'un TDAH (Trouble de l'Attention avec ou sans Hyperactivité 3% à 5% d'une classe d'âge).

-un enfant présentant des troubles envahissants du développement (TED)

-un enfant présentant des troubles DYS (dyslexie, dysorthographe, dysphasie, dyspraxie, dyscalculie)

-un enfant présentant des troubles du spectre autistique TSA.

La règle qu'il faut effectivement retenir c'est qu'à partir du moment où ces troubles gênent les apprentissages et/ou l'école, l'enfant est susceptible de rentrer dans le cadre du handicap.

Les besoins de tous ces enfants sont évidemment extrêmement différents, c'est une évidence.

Oui mais voilà ; l'égalitarisme forcené que l'on veut nous imposer dans tous les domaines de la société fait également des ravages chez nos enfants.

Les AVS (Auxiliaire de Vie Scolaire) ont la même formation, (souvent aucune), le même mode de recrutement, et le même type de contrat. (Précaire, le plus souvent un CDD de 6 mois)

L'État français n'ayant pas les moyens de ses prétentions d'omnipotence préfère donc exclure du système les enfants différents ou à besoins spécifiques.

Au mieux, l'état se cache derrière une pseudo-solarisation à mi-temps, tiers temps, quart de temps mais surtout ... pas tout le temps.

Cette situation indigne donne lieu à de nombreuses condamnations de la France et de l'Etat français.

La France est de plus en plus souvent condamnée par la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) pour non-respect des droits de l'enfant.

La France est condamnée par le Conseil de l'Europe (février 2014) pour non-respect des droits de l'enfant et de la charte sociale européenne.

L'état français est condamné par les juridictions administratives françaises (TA de Paris juillet 2015) pour des carences dans la mise en œuvre des moyens nécessaires à la scolarisation des enfants.

Le conseil de l'Europe va même jusqu'à relever l'hypocrisie de l'état français qui, plutôt que de mettre en place les moyens nécessaires à la scolarisation en milieu ordinaire des enfants présentant un handicap en France, préfère payer des établissements scolaires en Belgique pour le faire.

Mais rien ne change.

Pourtant des solutions de bon sens sont totalement envisageables mais toujours écartées au nom de faux principes : manque de moyens, sécurité, égalité, manque de formation des enseignants...

On cherche tous les arguments pour ne pas faire, plutôt que les solutions pour faire.

Ainsi par exemple, un enfant sans AVS par faute de moyen financier et non scolarisé à la demande de l'établissement scolaire, puisque sans AVS, pourrait tout à fait être scolarisé avec l'aide d'un de ses parents (qui le plus souvent ne peut pas travailler puisque son enfant n'est pas scolarisé).

On peut même envisager, qu'une tierce personne ayant des qualifications adaptées, soit rémunérée par les parents s'ils en ont les moyens ou un collectif de parents dans le cadre d'un AVS mutualisé.

L'école deviendrait non seulement réellement inclusive, mais aurait en outre plus de personnes adultes en son sein pour assurer la surveillance et la protection des enfants.

C'est une piste de réflexion, il y en a d'autres ; nombres de nos voisins européens y arrivent mieux que nous.

Trop longtemps, l'état français a caché l'étendue des dégâts sur nos enfants par idéologisme.

C'est notre système éducatif qui est inadapté et pas les enfants présentant un handicap, comme voudrait le faire croire certains syndicats d'enseignants. Cependant l'éducation nationale n'a pas tous les torts.

Ainsi les prises en charges des troubles d'origine neurologique en France ont parfois plusieurs décennies de retard.

Tout un pan de la médecine psychiatrique française (école psychanalytique) s'acharne à traiter des troubles neurologiques chez les enfants, comme des troubles liés à des carences éducatives, affectives ou familiales, alors que les neuro sciences ont démontré qu'il n'en est rien.

Des milliards d'euros de soins inadaptés sont dépensés chaque année par la sécurité sociale.

Les moyens financiers sont donc là.

S'ils étaient employés à bon escient cela permettrait à des dizaines de milliers d'enfants d'être scolarisés normalement, en milieu ordinaire, dans de bonnes conditions et de recevoir des soins adaptés.

Il est temps de mettre un terme à un système d'exclusion généralisé qui s'auto génère et s'autofinance avec l'argent de la sécurité sociale. (Ecole, médico-social, Aide Social à l'Enfance)

L'UNICEF a d'ailleurs été particulièrement critique vis-à-vis de la France dans son rapport de juin 2015.

Elle pointe du doigt les trop nombreuses défaillances de notre système éducatif en général et plus particulièrement la prise en charge des enfants les plus fragiles.

A l'heure où le « vivre ensemble » incantatoire gouvernemental est servi à toutes les sauces, peut-être serait-il enfin temps de prendre soin de nos enfants. Ce scandale doit prendre fin.

Il faut cesser d'exclure ou de parquer dans des structures inadaptées des enfants qui n'ont rien à y faire en espérant que les parents affligés, ne se plaindront pas trop fort.

Il faut que les recours manifestement abusifs aux procédures de l'information

préoccupante ou du signalement pour faire taire les parents et les associations de défense des enfants à besoin particulier soient sanctionnés. Aujourd'hui ce n'est pas possible.

L'accueil des enfants présentant un handicap à l'école ne doit plus être abordé par l'état français comme un service que l'on rendrait aux parents en accueillant leurs enfants mais réellement comme un droit de l'enfant à être scolarisé.

Charles Millon : « Le retour d'un service militaire est impossible »

Charles Millon : « Le retour d'un service militaire est impossible »

INTERVIEW

- Ancien ministre de la Défense de Jacques Chirac (1995-1997), Charles Millon est à l'origine de la suppression du service militaire qui fut entérinée ensuite par la gauche. L'ancien élu de centre-droit évoque le débat autour de la création d'un nouveau service national, demandé par des élus de gauche comme de droite et qui devrait être évoqué par François Hollande jeudi.

Souhaitez-vous le retour d'un service national en France?

Si l'objectif est d'aider à l'éducation des jeunes Français - qu'ils soient d'origine immigrée ou non -, cela doit se passer davantage dans les familles, dans les mouvements d'éducation populaire ou dans les écoles plutôt qu'à travers un service qui serait à reconstituer. L'éducation nationale, en racontant l'histoire de France, doit déjà permettre de renforcer les liens entre les Français et leur pays. Cela me paraît plus sage que d'inventer un système qu'on n'arrivera pas à mettre en œuvre.

Faut-il redonner à cet engagement un caractère militaire?

Ce service ne peut pas être militaire. Cela me paraît difficile à mettre en œuvre, sinon impossible. Et il n'y a plus aucun pays au monde, en dehors de ceux en situation de guerre ou qui ont des régimes totalitaires, qui aient encore un service militaire.



Certains nostalgiques peuvent regretter le brassage social que permettait le service militaire...

Ceux qui disent cela ne connaissent pas le problème. Quand on a supprimé le service militaire, 15% des appelés issus du bas de l'échelle sociale étaient déjà exemptés parce qu'ils ne parlaient pas suffisamment bien français et n'avaient

pas de formation suffisante. Les 15% de l'échelle du haut étaient peu inquiétés car ils pouvaient obtenir des postes importants dans l'armée. Donc le brassage... Je dis cela d'autant plus qu'à l'époque où j'ai été nommé ministre de la Défense, j'étais très favorable à la conscription. Mais après trois mois de travail, on a constaté que le service militaire coûtait extrêmement cher et qu'il faisait obstacle à la mise en œuvre d'une armée professionnelle.

« La France a la maladie de vouloir toujours instaurer quelque chose d'unique »

Cette réforme a-t-elle été difficile à mener?

Non. Mais on aurait voulu mettre en place une plus grande réserve militaire, de plusieurs centaines de milliers de personnes, comme aux Etats-Unis. On aurait également espéré qu'un service civique puisse se développer parallèlement mais avec le changement de gouvernement en 1997, cela n'a pas été possible.

Faut-il néanmoins aller plus loin que le service civique en place depuis 2010?

Le service civique peut avoir des formes extrêmement multiples. Il y a des dizaines, des centaines, des milliers d'initiatives qui peuvent être prises. On peut nettoyer les forêts ou réhabiliter des vieux bâtiments. Certains préféreront rester dans leur village, d'autres aller à l'étranger. Que l'Etat permette aux jeunes de poursuivre un idéal et que la collectivité publique crée les conditions pour porter cela me paraîtrait plus intelligent.

Doit-on rendre ce service obligatoire?

C'est impossible! S'il était obligatoire, quelles seraient les sanctions infligées à ceux qui ne le font pas? Allons-nous les mettre en prison? Ce serait aberrant. Même les différents responsables associatifs ne voudraient pas de jeunes qui viennent travailler contre leur gré.

Faut-il indemniser ce service?

Il faut voir cela au cas par cas. Certains voudront être indemnisés pour préparer la suite de leurs études, d'autres préfèreront vivre la pure aventure et ne rechercheront pas forcément une rémunération. La France a la maladie de vouloir toujours instaurer quelque chose d'unique, uniformisé à tous et qui s'avérera en fait inadapté à 95% des personnes.

Arnaud Focraud - leJDD.fr

mercredi 04 février 2015